

Recapitaliser les banques, sauver les actionnaires ou relancer l'économie ?

De tous côtés, on nous dit qu'il faut recapitaliser les banques, qu'est-ce que cela implique ? Recapitaliser, c'est renforcer le capital d'une entreprise, augmenter l'apport des actionnaires. Dans les banques, à l'actif, les crédits accordés aux clients sont compensés au passif par les dépôts, les emprunts auprès d'autres banques et les fonds propres constitués par les apports en capital des actionnaires et les bénéfices mis en réserve. Dans l'éventualité où existe un doute quant à la capacité d'un client à rembourser un crédit, la banque doit constituer des provisions pour risque de dépréciation. Si elle n'en a pas les moyens, il faut que les actionnaires remettent au pot ou qu'ils fassent appel à de nouveaux actionnaires. Dans nombre de banques européennes, l'opération serait devenue indispensable en

raison de l'augmentation de deux types de risques. Un risque de dépréciation des titres de dette publique de pays en difficulté possédés, un risque de non-remboursement de prêts accordés à des entreprises ou des particuliers fragilisés par le chômage, la persistance de la récession économique dans certains pays ou par le ralentissement de la croissance dans d'autres. Dans la situation actuelle, les investisseurs privés ne vont pas se précipiter pour participer à la recapitalisation, les banques ont trop mauvaise réputation. Pour le privé, il y a trop de risques. C'est pourquoi le public est appelé à la rescousse ; pour les libéraux et les sociaux-libéraux, c'est à cela qu'il doit servir. À gauche, on ne peut certes pas, par principe, refuser l'opération, mais il faut y mettre de sérieuses conditions. Si l'État est à nouveau obligé d'aider les banques, cela doit être fait avec

la volonté de réorienter leur politique du crédit. En 2008, Sarkozy n'avait mis qu'une condition : que l'argent prêté rapporte à l'État. En foi de quoi les banques ont continué à pratiquer une politique du crédit animée par la seule rentabilité financière. Il faut leur imposer des conditions bien plus radicales et efficaces. Les obliger à faire preuve d'une sélectivité des financements visant à favoriser la création de richesses réelles, dynamisant l'investissement créateur d'emplois efficaces, bien rémunérés, favorisant l'élévation des qualifications grâce à des politiques de formation adaptées. C'est en cela que la constitution d'un pôle public peut jouer un rôle d'entraînement. Mobiliser le crédit pour la croissance et pour l'emploi, développer l'activité des clients des banques, c'est la meilleure façon de sécuriser le crédit bancaire. C'est comme cela que l'intervention publique peut être la plus utile.